



CONFÉRENCE

L'administration publique verte dans le contexte de la bonne gouvernance démocratique : Échange de bonnes pratiques européennes

Rejoignez-nous mercredi **26 avril 2023**

10:00 - 17:30

G01 Agora
Conseil de l'Europe

www.coe.int/good-governance

Organisé par le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) en coopération avec la Présidence islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe



**PRESIDENCY
OF ICELAND**
Conseil de l'Europe 11/2022 - 05/2023
**PRÉSIDENCE
DE L'ISLANDE**
Council of Europe 11/2022 - 05/2023

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

CONFÉRENCE

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE VERTE DANS LE CADRE D'UNE BONNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES EUROPÉENNES

Conférence organisée par le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) en coopération avec la Présidence islandaise du Comité des Ministres.

Alors que le monde connaît de plus en plus de phénomènes météorologiques erratiques, entraînant des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur, avec des conséquences néfastes pour les populations et les écosystèmes, la résolution des problèmes liés au climat et à l'environnement figure en bonne place sur l'agenda politique de nombreux gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et d'autres institutions multilatérales. Il existe également un consensus croissant sur l'urgence de prendre des mesures pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés. L'Accord de Paris en 2015 ainsi que le Pacte Vert pour l'Europe depuis 2020 fixent des objectifs ambitieux pour réduire les émissions de carbone et lutter contre le changement climatique.

Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en mars 2023, a souligné l'urgence de la situation en indiquant que pour être efficace, *« l'action climatique doit s'appuyer sur un engagement politique, une gouvernance multi-niveaux bien alignée, des cadres institutionnels, des lois, des politiques et des stratégies, ainsi qu'un meilleur accès au financement et à la technologie. Des objectifs clairs, une coordination entre plusieurs domaines politiques et des processus de gouvernance inclusifs facilitent une action climatique efficace. Les instruments réglementaires et économiques peuvent favoriser de fortes réductions des émissions et la résilience climatique s'ils sont transposés à plus grande échelle et appliqués à grande échelle »*. Si la transition vers une économie plus durable est une tâche qui incombe à l'ensemble de la société, le secteur public est idéalement placé pour jouer un rôle clé.

L'administration publique peut ouvrir la voie à une meilleure gestion des ressources naturelles et d'autres facteurs ayant un impact sur l'environnement, ainsi qu'à la réduction des émissions de carbone. Une action décisive de la part de l'administration publique encouragera les individus, les organisations et les entreprises à jouer leur rôle. En fait, les administrations publiques de nombreux États membres ont déjà commencé à jouer un rôle de premier plan en offrant des incitations politiques pour permettre la transition et en apportant des changements internes à leur propre mode de fonctionnement et à leurs activités afin de minimiser leur impact direct et indirect sur les ressources naturelles, les capacités énergétiques et l'environnement.

« L'écologisation de l'administration publique » signifie également la formulation d'une vision partagée avec et par la population et le respect d'un engagement à trouver un équilibre entre les intérêts à court terme, souvent économiques, et les exigences de durabilité à long terme.

La conférence présentera, entre autres, les bonnes pratiques des États membres et des organisations internationales, discutera des opportunités et des défis pour l'administration publique aux niveaux local, régional et national en vue d'identifier des recommandations. Les **discussions seront axées sur la manière d'intégrer les considérations relatives à l'environnement et au changement climatique dans le processus décisionnel à tous les niveaux**. Les actes et les résultats de la conférence contribueront au rapport du CDDG sur l'administration publique verte.

PROGRAMME

9h30

Inscription

10h00 – 10h30 Allocutions introductives

Présidé par Paul Rowsell, Président du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG), Royaume-Uni

- Ragnhildur Arnljótsdóttir, Ambassadrice, Représentante permanente d'Islande auprès du Conseil de l'Europe
- Bjørn Berge, Secrétaire Général adjoint, Conseil de l'Europe
- Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Mathieu Mori, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

10h30 – 11h30 Transition verte : nécessité d'une action urgente

Modéré par Paul Rowsell, Président du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG), Royaume-Uni

- Mark Hidson, Directeur régional adjoint, ICLEI Europe, Directeur mondial du Centre pour l'approvisionnement durable de l'ICLEI : Green Deal local
- Andoni Montes Nebreda, Consultant du réseau fiscal de l'OCDE : Gouvernance fiscale multi-niveaux et transition écologique
- Neringa Tumėnaitė, membre du pool de chercheurs européens dans le domaine de la jeunesse, Partenariat Jeunesse UE-Conseil de l'Europe : Écologisation du secteur de la jeunesse

Face à la dégradation de l'environnement et aux menaces liées au réchauffement climatique, à la diminution des ressources naturelles, à la perte de biodiversité, aux modes de production et de consommation non durables et à l'augmentation de la population mondiale, la résolution des problèmes liés au climat et à l'environnement figure en bonne place dans l'agenda politique international. Les objectifs de développement durable et les accords de Paris définissent les engagements des États membres en faveur d'une transition verte et durable. Une administration publique verte joue un rôle clé dans la définition d'objectifs et d'incitations et dans la promotion de l'intégration des considérations environnementales et du changement

climatique dans la prise de décision. Le débat d'experts portera notamment sur les points suivants :

- Pourquoi avons-nous besoin d'une administration publique verte ? Que peut-elle apporter ?
- Quelles sont les priorités urgentes en matière de politiques à prendre en compte par les gouvernements, et comment doivent-ils s'y prendre ?
- Quel rôle les principes de gouvernance démocratique joueraient-ils dans les processus de transformation ?
- Quels sont les principaux défis sociétaux et politiques à relever pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement, et comment les surmonter ?
- Comment assurer la légitimité démocratique d'une transition verte de l'économie et de la société ?

11h30 – 12h00 Pause-café

12h00 – 13h00 Niveau national : prise de décision et mise en œuvre

Modéré par Svetlana Geleva, Ambassadrice Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanente de Macédoine du Nord auprès du Conseil de l'Europe

- Agnese Geduševa, Secrétaire parlementaire, ministère de la protection de l'environnement et du développement régional, Lettonie
- Ioannis Mathioudakis, Chef du Service de coordination et Christos Petsimeris, Chef du Département des affaires internationales, Ministère de l'Intérieur, Grèce
- Kęstutis Kazulis, Conseiller principal à l'Office des marchés publics, Lituanie
- Yuliia Ovchynnykova, membre du Parlement, Ukraine

L'administration publique est idéalement placée pour prendre la tête de la transition vers une économie plus durable, car elle dispose d'un large répertoire d'instruments pour agir, notamment en fixant des objectifs concrets, en introduisant des lignes directrices internes, en promouvant la budgétisation et l'approvisionnement écologiques, en soutenant les efforts des homologues externes et en sensibilisant les fonctionnaires. Les bonnes pratiques des États membres seront discutées et des recommandations possibles seront identifiées. La discussion portera sur les points suivants :

- Comment intégrer les considérations climatiques et environnementales dans la prise de décision ?
- Quels sont les instruments dont dispose l'administration publique pour garantir la prise en compte des considérations environnementales et climatiques ?
- Comment et quand les gouvernements impliquent-ils les citoyens dans la transition verte ? Quel rôle pour les citoyens et la société civile ?
- Comment l'Ukraine gère l'écocide et les dommages environnementaux causés par l'agression russe ? Comment reconstruire l'Ukraine en tenant compte de l'impact sur le climat et l'environnement ?

13h00 – 14h30 *Déjeuner offert par la présidence islandaise*

14h30 – 17h00 Pratiques innovantes des villes et des régions

Modéré par Markku Mölläri, Président du Groupe de travail sur l'administration publique verte, Finlande

Aux niveaux local et régional, les maires, les représentants et les conseillers peuvent faire preuve de leadership en s'engageant à réduire les émissions de carbone et en soutenant des projets innovants, notamment de la part de la société civile, des entreprises privées et du monde universitaire. Un échange de vues sur les bonnes et les mauvaises pratiques aura lieu et les leçons tirées de différentes municipalités et régions des États membres seront étudiées.

- Christian Brassac, Vice-Président de l'Eurométropole en charge de la Commande publique responsable : Politiques sociaux environnementaux de Strasbourg
- Riina Tervo, conseillère principale, Metsähallitus, Parks & Wildlife Finland : Leçons tirées de 30 ans de coopération transfrontalière
- Cemal Baş, porte-parole du Congrès pour l'environnement et le changement climatique: L'écologisation des niveaux local et régional
- Kristian Sultana, cadre supérieur, Direction de l'environnement et du changement climatique, Malte : L'écologisation des processus de marchés publics au niveau des collectivités locales

15h45 - 16h00 *Pause-café*

- Bart Somers, Vice-Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Intérieur, des Affaires administratives, de l'Intégration civique et de l'Egalité des chances, Belgique (message vidéo)
- Betina Bergmann Madsen, consultante principale et championne du système alimentaire de l'ONU, municipalité de Copenhague, Danemark : Approvisionnement alimentaire durable
- Si Chun Lam, responsable de la recherche, de l'intelligence et de la croissance inclusive à la West Midlands Combined Authority, Royaume-Uni : Des West Midlands plus justes, plus verts et mieux connectés

17h00 – 17h30 L'administration publique verte ouvre la voie

Modéré par Paul Rowsell, Président du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG), Royaume-Uni

- Claudia Luciani, Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance : conclusions

Résumé des principales conclusions et recommandations des études de cas, suivi d'une discussion ouverte sur les orientations politiques possibles pour les États membres et sur le rôle de l'administration publique dans la transition vers l'écologie.